



Commentaires économiques

Diversification — Le plan de retraite des Canadiens

Aron Gampel
Vice-président et économiste général adjoint
aron_gampel@scotiacapital.com

Sur le plan financier, les Canadiens trouvent-ils difficile de cotiser au REER ou préfèrent-ils élargir leurs horizons de placement?

Certains Canadiens mettent à profit de nombreuses stratégies pour accroître le rendement de leur REER. Sur le plan opérationnel, ils effectuent des dépôts plus fréquents durant l'année et ils empruntent pour maximiser leurs cotisations. D'un point de vue stratégique, ils investissent de plus en plus à l'étranger en privilégiant certains secteurs. Cependant, certains ne profitent pas pleinement du REER à imposition reportée. Les cotisations annuelles n'atteignent pas les limites permises, de sorte que le montant des cotisations inutilisées a beaucoup monté.

Les Canadiens négligeraient-ils leur retraite? Ceci pourrait devenir inquiétant, surtout à l'approche de la retraite des baby-boomers. Le nombre de Canadiens de plus de 65 ans devrait augmenter du tiers d'ici 2015, soit plus de quatre fois le rythme de croissance du groupe des 15 à 65 ans. On s'attend à ce que 22 % des Canadiens aient plus de 65 ans en 2026, contre 13 % en 2005.

Le fait que les cotisations au REER n'atteignent pas le plafond autorisé s'expliquerait-il simplement par un manque d'argent? C'est peu vraisemblable. Une enquête récente de la Banque Scotia révèle certes que de plus en plus de Canadiens encaissent une partie ou la totalité de leur REER, en acceptant la pénalité fiscale de retrait anticipé. Cependant, depuis 10 ans, le pays connaît une croissance relativement stable de l'emploi, du revenu et de l'économie, même si tous les secteurs ou toutes les régions n'en ont pas profité également. Par ailleurs, les investisseurs disposent d'un nombre croissant d'options financières évoluées pour profiter des économies d'impôt inhérentes au REER.

Les Canadiens auraient-ils apporté certains changements fondamentaux à leurs priorités de placement ou de dépenses? Probablement. Bien des gens accordent plus d'importance qu'avant au remboursement de leur dette, après que plusieurs années de boom immobilier ont fait grimper l'endettement à un niveau record. D'autres ont décidé de «dépenser maintenant et économiser plus tard», notamment sous l'influence des progrès technologiques rapides de l'électronique grand public et commerciale.

Études économiques Scotia

Scotia Plaza, 40, rue King Ouest, 63^e étage
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Tél. : 416-866-6253 Téléc. : 416-866-2829
Courriel : scotia_economics@scotiacapital.com

Le présent document est préparé par Études économiques Scotia, comme ressource pour les clients de la Banque Scotia et de Scotia Capitaux. Bien que les données présentées ici proviennent de sources présumées fiables, la Banque Scotia ou Scotia Capitaux Inc. ainsi que leurs employés dégagent toute responsabilité quant à l'exactitude des renseignements, des analyses et des prévisions qui y sont exposés.





Commentaires économiques

Il se pourrait cependant que les Canadiens aient aussi décidé de profiter d'autres placements susceptibles non seulement de les aider à maximiser leurs rendements, mais encore de leur procurer la flexibilité et les ressources financières dont ils auront besoin à la retraite. L'un des principes essentiels des placements est la diversification, à laquelle les Canadiens ont déjà recours pour tirer parti de l'équilibrage stratégique de leurs portefeuilles dans les avoirs financiers et non financiers.

Montrez-moi l'argent!

Selon une étude publiée en décembre 2006 par Statistique Canada¹ au sujet du patrimoine personnel et de la répartition de l'actif, les avoirs totaux corrigés de l'inflation des Canadiens ont augmenté en moyenne de 6 % par an entre 1999 et 2005, pour une hausse cumulative de 42 %. Cette progression de 1,7 billion de dollars a porté le total des avoirs financiers et non financiers à 5,6 billions de dollars (constants) en 2005.

Les biens immobiliers sont l'avoir de choix des Canadiens. À 2,4 billions de dollars en 2005 (hausse cumulative de 56 % depuis 1999), ils représentaient 42 % des épargnes totales. Au début de la décennie, le rendement des investissements immobiliers a grimpé — grâce à la hausse du prix des terrains et des maisons et à la chute des coûts d'emprunt — tandis que celui des avoirs financiers plus liquides diminuait vu la baisse des taux d'intérêt et la sous-performance des marchés boursiers. En milieu de décennie, la montée soutenue des prix des terrains et des maisons, provoquée par le renforcement de l'emploi et de l'immigration, a plus que compensé la modicité des rendements obligataires à long terme et l'amorce de redressement des cours boursiers.

Les Canadiens ont privilégié leur résidence principale, d'autant plus que le gain en capital réalisé sur sa vente n'est pas imposable. Cependant, le boom immobilier se propageant aux autres propriétés, comme les maisons de villégiature, chalets, terrains vacants et immeubles locatifs et commerciaux, les Canadiens ont ouvert leur portefeuille à d'autres biens immobiliers offrant une plus-value en capital et des rendements à la hausse.

Après l'immobilier, l'augmentation des épargnes est surtout venue des régimes de retraite agréés parrainés par l'employeur (RRE), auxquels l'employeur cotise au nom des salariés selon une formule établie. Statistique Canada estime qu'il y avait environ 15 340 RRE en 2005. Évalués à un billion de dollars, ils représentaient moins de la moitié de la valeur des biens immobiliers des Canadiens et tout juste 18,5 % des épargnes totales.

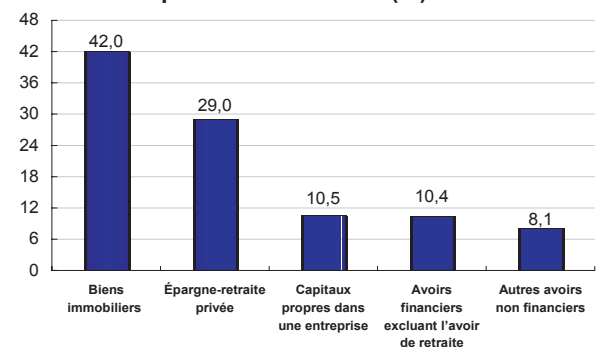
Les régimes de retraite agréés parrainés par l'employeur comptaient 5,67 millions de participants en 2005. Ce nombre a augmenté de 1,8 %

par année depuis 1999, ce qui correspond au rythme de croissance de l'emploi à l'échelle nationale. Tout juste un peu plus de la moitié des participants (53 %) se retrouvait dans des régimes de retraite du secteur privé, alors que 47 % bénéficiaient de RRE du secteur public. L'augmentation du nombre de participants des régimes privés et publics est surtout attribuable aux femmes, dont la participation a progressé de 2,9 % par année, soit trois fois plus que les hommes.

Au troisième rang des avoirs venaient les REER et autres comptes de retraite personnels (0,6 billion de dollars en 2005), qui ne représentaient que 10,5 % de l'épargne des Canadiens. Tandis que l'immobilier attirait les investissements personnels par une forte plus-value en capital, les marchés boursiers ont connu des rendements inégaux durant les premières années visées par l'étude. Les cours boursiers ont subi des accès de faiblesse récurrents après l'éclatement de la bulle des technologies, le choc du 11 septembre et le ralentissement économique qui s'en est suivi. Cependant, ces pertes avaient été récupérées en 2005 alors que la reprise de la croissance mondiale et nord-américaine a fait grimper les prix des produits de base et le marché boursier canadien.

L'étude de Statistique Canada révèle que les régimes d'épargne enregistrés des Canadiens sont assez diversifiés. Ils sont investis à près de 51 % dans les fonds communs de placement et fiducies de revenu, 25 % dans les dépôts à terme, CPG et obligations d'épargne, 10 % dans les actions canadiennes et

Répartition des avoirs (%) - 2005



Source : Statistique Canada



Commentaires économiques

étrangères, 3 % dans les obligations/débetures, 1 % dans les bons du Trésor et 11 % dans les autres fonds enregistrés non spécifiés.

Le retour du pendule

La diversification est devenue un aspect important de la stratégie de placement des Canadiens. En investissant dans les avoirs financiers et non financiers, tant au pays qu'à l'étranger, les Canadiens ont profité de la diversification pour mieux gérer les risques et accroître les rendements à long terme.

Tout en restant diversifiés, les portefeuilles de placement des particuliers semblent entrés dans une phase de rééquilibrage, que les données viendront confirmer ou non dans un certain temps. Les placements immobiliers ont probablement perdu un peu d'attrait, tandis que les achats d'avoirs financiers paraissent avoir retrouvé un certain dynamisme.

À l'échelle nationale, le marché de l'habitation a commencé à se calmer en 2006, alors que les prix records ont nui à l'abordabilité, aux ventes et à la construction. Il reste des poches de vigueur régionales, surtout dans l'Ouest, mais la valeur des maisons ne recommencera probablement pas à monter à moins d'un redécollage de l'économie canadienne. Dans la conjoncture économique actuelle, on peut raisonnablement entrevoir une hausse assez faible (inférieure à 10 %) du prix des maisons à l'échelle du pays.

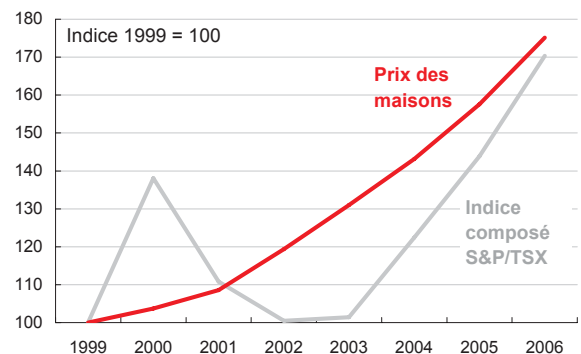
Parallèlement, les marchés boursiers canadiens et étrangers ont beaucoup monté au second semestre 2006. Les prix de l'énergie ont retraité des sommets records, tandis que les responsables monétaires des deux côtés de la frontière ont cessé de relever les taux. La modération de la croissance économique nord-américaine - surtout attribuable à l'affaiblissement du marché de l'habitation aux États-Unis et du secteur manufacturier sensible aux exportations au Canada - a atténué les pressions sous-jacentes sur les prix sans empêcher la hausse des bénéfices des entreprises. La tendance à la diversification est aussi encouragée par les perspectives favorables de l'activité économique outre-mer, tirée par la vigueur persistante de la croissance dans plusieurs pays en développement.

La solidité du dollar canadien a plusieurs effets. Elle accroît la possibilité des Canadiens de diversifier leurs placements à l'étranger, surtout aux États-Unis, et elle a contribué indirectement à faire monter les cours boursiers par un afflux croissant de placements étrangers dans les sociétés canadiennes grâce à l'accélération des fusions et acquisitions. Parallèlement, la faiblesse des pressions inflationnistes maintient les taux d'intérêt assez bas dans une perspective historique.

Bien que les titres productifs d'intérêts à court terme puissent offrir une meilleure protection du capital, les investisseurs s'intéresseront vraisemblablement peu aux dépôts, obligations d'épargne et titres assortis de taux à long terme en raison de leur faible rendement, en l'absence d'une aggravation des tensions géopolitiques.

Bien des Canadiens voudront épargner davantage et dépenser moins cette année. L'économie du pays ralentit, et le marché de l'habitation s'essouffle dans plusieurs régions. L'immobilier conservera un poids relativement élevé dans les portefeuilles de placement, mais le remboursement des dettes gagnera en importance dans la conjoncture actuelle. Par ailleurs, songeant à la retraite, les Canadiens se tourneront probablement davantage vers les instruments de placement traditionnels. Il serait logique qu'ils tirent parti des avantages du REER — rendement composé et report d'impôt — pour investir dans les actions et obligations canadiennes et étrangères, y compris les fonds communs de placement, d'autant plus qu'ils disposent de droits de cotisation inutilisés importants. ■

Modification des rendements

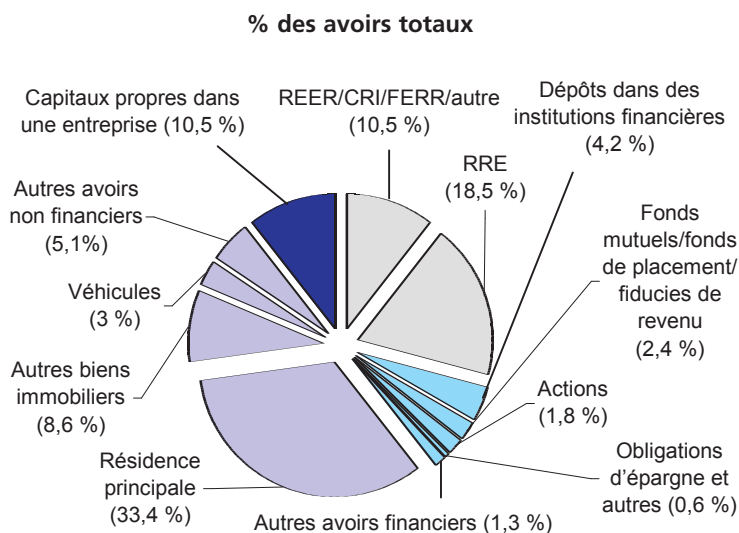
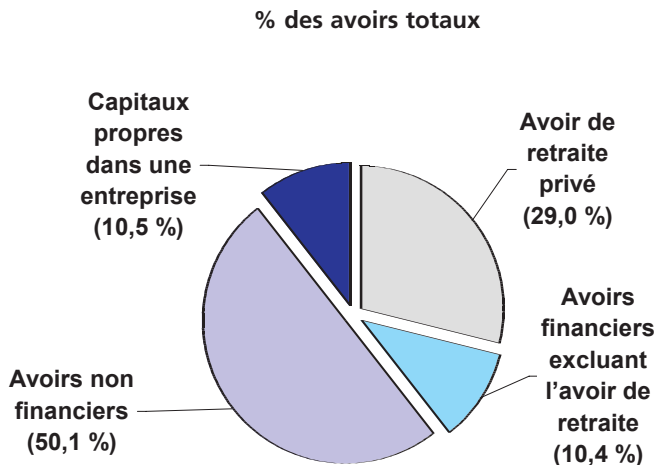


¹ Statistique Canada, décembre 2006. «Le patrimoine des Canadiens : un aperçu des résultats de l'Enquête sur la sécurité financière 2005».



Commentaires économiques

Répartition des avoirs des Canadiens - 2005



Source : Statistique Canada

Avoirs totaux — Les avoirs totaux des Canadiens, après correction pour l'inflation, ont augmenté de 6,1 % par année entre 1999 et 2005, montant de 1,7 billion de dollars pour atteindre 5,6 billions de dollars.

Les avoirs financiers — avoirs de retraite privés généralement non liquides et autres avoirs financiers plus liquides — ont augmenté de 5,2 % par année, montant de 578 milliards de dollars pour atteindre 2,2 billions de dollars. La part des avoirs financiers dans les avoirs totaux a reculé de 2,1 % pour passer à 39,4 % sur cette période de six ans.

Par contraste, la part des avoirs **non financiers** dans les avoirs totaux a monté de 1,6 % pour atteindre 50,1 % sur les six ans. Les avoirs non financiers des Canadiens — biens immobiliers, véhicules et objets de collection — ont progressé plus rapidement (6,6 % par an), montant de 902 milliards de dollars pour atteindre 2,8 billions de dollars. Cette hausse est supérieure de 56 % à celle des avoirs financiers.

Les autres avoirs des Canadiens consistent en **capitaux propres dans une entreprise**; leur part des avoirs totaux est passée de 0,5 % à 10,5 % en six ans. Ils ont augmenté de 6,9 % par an, montant de 195 milliards de dollars pour atteindre 590 milliards de dollars.

Avoirs financiers — Les avoirs financiers (avoir de retraite et autres) s'élevaient à 2,2 billions de dollars en 2005. L'épargne-retraite privée représentait 29 % des avoirs totaux, contre 10,4 % pour les avoirs financiers excluant l'avoir de retraite.

L'épargne-retraite privée qui exclut les régimes publics administrés ou parrainés par l'État — la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti (SV/SRG), l'allocation au conjoint (AC) et les régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec (RPC/RRQ) — représentait 74 % des avoirs financiers. Elle a augmenté de 6 % par an entre 1999 et 2005, montant de 480 milliards de dollars pour atteindre 1,6 billion de dollars.

Les deux tiers de l'épargne-retraite privée consistent en régimes de retraite agréés parrainés par l'employeur (RRE), dont la valeur a augmenté de 7,3 % par année sur six ans, tandis que leur part des avoirs totaux a grimpé à 18,5 %, en hausse de 1,3 %. Entre 1999 et 2005, la valeur des RRE a monté de 359 milliards de dollars pour atteindre un billion de dollars.

L'autre tiers de l'épargne-retraite privée est constitué des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER), fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR), comptes de retraite immobilisés (CRI), régimes de participation différée aux bénéfices (RPDB), rentes et autres avoirs de retraite divers. Cette épargne a augmenté plus lentement (3,9 % par année) sur les six ans, sa part des avoirs totaux chutant de 1,4 % pour s'établir à 10,5 %. Sa valeur a monté de 121 milliards de dollars pour atteindre 593 milliards de dollars.

Avoirs non financiers — Les 26 % d'avoirs financiers autres que l'avoir de retraite ont progressé au rythme comparativement lent de 3,1 % par année entre 1999 et 2005, leur part des avoirs financiers totaux reculant de 1,9 %. Il s'agit des dépôts dans des institutions financières, des fonds mutuels, fonds de placement, fiducies de revenu, actions, obligations (d'épargne et autres) et autres avoirs financiers (régimes enregistrés d'épargne études (REEE), bons du Trésor, titres hypothécaires, sommes détenues en fiducie et créances, et autres avoirs financiers divers y compris les actions de sociétés fermées).

Aide à la recherche fournie par Karen Cordes.